

**ASSOCIATION ADIL  
DE LA LOIRE ATLANTIQUE  
12, RUE EDOUARD HERRIOT  
44000 NANTES  
SIREN : 322 008 426**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**  
comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

***Philippe PUJO Commissaire aux comptes  
Inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale de Rennes  
Launay Quéro 35162 Montfort sur Meu***

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2025**

Aux adhérents,

### **1 – Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADIL de Loire Atlantique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **2 – Fondement de l'opinion**

#### **2.1 – Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **2.2 – Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **3 – Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, l'ADIL 44 comptabilise les indemnités de fin de carrière de ses salariés conformément à la recommandation CNC 2003-R-01. Il n'a pas été constaté de changement du taux d'actualisation de la provision à 3%, dans une période d'instabilité des taux d'intérêt afin de maintenir le montant des engagements à un niveau satisfaisant.

***Philippe PUJO Commissaire aux comptes  
Inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale de Rennes  
Launay Quéro 35162 Montfort sur Meu***

#### **4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'organe appelé à statuer sur les comptes**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association appelé à statuer sur les comptes sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre association auprès des associations contrôlant votre association ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

#### **5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

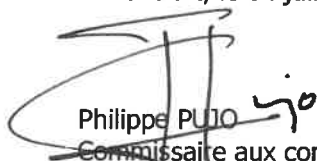
***Philippe PUJO Commissaire aux comptes  
Inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale de Rennes  
Launay Quéro 35162 Montfort sur Meu***

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Montfort, le 04 juin 2026



Philippe PUJO  
Commissaire aux comptes inscrit  
sur la liste de la Compagnie Régionale Ouest  
Atlantique,  
associé Account Révision

**Philippe PUJO Commissaire aux comptes**  
**Inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale de Rennes**  
**Launay Quéro 35162 Montfort sur Meu**

## Bilan Passif

		Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux Propres	Capital social ou individuel (dont versé )			
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
	Ecart de réévaluation			
	Ecart d'équivalence			
	RESERVES			
	Réserve légale			
	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves réglementées			
	Autres réserves		625 281	568 459
	Report à nouveau			
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		(89 364)	56 822
	Subventions d'investissement			
	Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres		535 917	625 281
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs			
	Avances conditionnées			
	Total des autres fonds propres			
Provisions	Provisions pour risques		44 766	141 900
	Provisions pour charges			
	Total des provisions		44 766	141 900
DETTES	DETTES FINANCIERES			
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit			
	Emprunts et dettes financières divers (2)			
	Instruments financiers à terme			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	DETTES D'EXPLOITATION			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		78 187	81 957
	Dettes fiscales et sociales		256 061	244 468
	DETTES DIVERSES			
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes			48 928
	Produits constatés d'avance		20 490	57 519
	Total des dettes (1)		354 739	432 872
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif			
	TOTAL PASSIF		935 422	1 200 053
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(89 363,65)	56 822,26
(1)	Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		354 739	432 872
(2)	Dont emprunts participatifs			

## Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé ( I )				
	Frais d'établissement ( II )				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Concessions, brevets et droits similaires	10 721	10 721		
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	4 573		4 573	4 573
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions		16 781	(16 781)	(9 649)
	Installations tech., mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	223 924	165 403	58 522	53 240
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (1)				
ACTIF CIRCULANT	Participations	1 000		1 000	1 000
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 249		2 249	2 249
	Total de l'actif immobilisé ( III )	242 468	192 905	49 562	51 414
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	69		69	2 290
	CREANCES (2)				
	Créances clients et comptes rattachés	20 650		20 650	20 371
	Autres créances	240 443		240 443	308 479
	Charges constatées d'avance	15 458		15 458	22 118
	Capital souscrit appelé, non versé				
	Valeurs mobilières de placement (3)				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	609 239		609 239	795 381
	Total de l'actif circulant ( IV )	885 860		885 860	1 148 640
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts ( V )				
	Primes de remboursement des emprunts ( VI )				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation				
	Actif ( VII )				
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF ( I à VII )		1 128 327	192 905	935 422	1 200 053
(1) dont immobilisations financières à moins d'un an				2 249	2 249
(2) dont créances à plus d'un an					
(3) dont actions propres					

# Compte de Résultat 1/2

Règlement ANC 2022-06			31/12/2025	31/12/2024	
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	2 637		2 637	
	Montant net du chiffre d'affaires	2 637		2 637	
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions			1 956 163	1 954 983
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			97 134	104 817
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
	Autres produits			13	
Total des produits d'exploitation			2 055 947	2 059 799	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stocks				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes (1)			423 796	480 781
	Impôts, taxes et versements assimilés			85 938	80 385
	Salaires			1 220 251	1 041 206
	Cotisations sociales			411 694	394 192
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations :				
	Sur immobilisations : dotations aux amortissements			19 184	15 444
	Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
	Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
	Dotations aux provisions				
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
	Autres charges			2	3 683
Total des charges d'exploitation			2 160 866	2 015 692	
RESULTAT D'EXPLOITATION			(104 919)	44 108	
(1) Y compris :					
- Redevances de crédit-bail mobilier					
- Redevances de crédit-bail immobilier					



# Compte de Résultat 2/2

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
RESULTAT D'EXPLOITATION		(104 919)	44 108
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participation (2)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (2)		
	Autres intérêts et produits assimilés (2)	17 673	10 573
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des cessions d'immobilisations financières		
Total des produits financiers		17 673	10 573
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (3)		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		17 673	10 573
RESULTAT COURANT avant impôts		(87 245)	54 681
	Produits exceptionnels		4 061
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			4 061
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		2 118	1 920
Total des produits		2 073 620	2 074 434
Total des charges		2 162 984	2 017 612
RESULTAT DE L'EXERCICE		(89 364)	56 822
(2) dont produits concernant les entités liées			
(3) dont intérêts concernant les entités liées			



## Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **935 422** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 073 620** euros et un total **charges** de **2 162 984** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-89 364** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.  
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour la première application en 2005 des nouvelles règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs (Règlement CRC 2004-06), l'entité a fait le choix de la méthode prospective.

### Présentation de l'association :

L'ADIL de Loire Atlantique est une association loi 1901 créée en 1981. L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) de la Loire-Atlantique a pour objet d'apporter au public un conseil juridique, financier et fiscal sur toutes les questions relatives à l'habitat.

L'ADIL assure ses missions sous l'égide de l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement (ANIL) et évolue dans le cadre du réseau professionnel ANIL/ADIL.

Ses missions et son fonctionnement sont prévus à l'article L366-1 du Code de la construction et de l'habitation. Elle est conventionnée par le Ministère chargé du logement.

Dans le cadre d'une mission spécifique, l'ADIL de la Loire-Atlantique a mis en place, en lien avec les bailleurs sociaux du département, l'Espace Habitat Social. A travers une plateforme d'accueil physique et téléphonique, ce service répond à toutes les questions liées à la demande locative sociale. A ce titre, il assure le traitement administratif des demandes de logements sociaux en Loire-Atlantique.

Depuis 2013, le service social gère également le dispositif Mutations inter-bailleurs. Il a pour objectif d'accompagner les locataires en attente de mutation relevant de critères prioritairement

## Règles et méthodes comptables

établis.

L'association est financée par les bailleurs sociaux, les collectivités locales de Loire Atlantique, et le budget du réseau ANIL.

### Changements comptables

Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable

A compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois du règlement ANC 2022-06 modifiant le règlement ANC 2018-06 entraîne

des changements de comptabilisation et de présentation. Les principaux changements opérés sont les suivants

### Changements de comptabilisation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Suppression des transferts de charge dans le résultat d'exploitation et le résultat financier :

Les refacturations diverses figurent désormais dans les rubriques de produits par nature ;

Les remboursements reçus des organismes sociaux en cas d'arrêt maladie, de congés de parentalité ou d'accident du travail figurent en compensation de charges de personnel ;

### Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

### Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- § Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.
- § Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

## Règles et méthodes comptables

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

### **Stocks et en cours**

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

### **Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

### **Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### **Achats**

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur

## Règles et méthodes comptables

nature.

### **Provisions pour risques et charges**

Engagements indemnités de fin de carrière:

L'association évalue ses engagements d'indemnités de fin de carrière selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les engagements sont déterminés sur la base d'évaluation actuarielle prenant en compte les règles de la convention collective ainsi que les hypothèses de rotation du personnel, de mortalité et de projections des salaires.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

Hypothèse de départ en retraite : 64 ans

Le taux d'actualisation : 3,00 %

Taux d'évolution salariale : 2,00 %

Le cumul des engagements de fin de carrière calculée à la date de clôture s'élève à 44 766 €.

## Immobilisations - Amortissements

Règlement ANC 2022-06		Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des immobilisations au 31/12/2025
IMMOBILISATIONS					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		15 295			15 295
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel outillage industriels					
Installations générales, agencements et divers		62 325	9 202		71 527
Matériel de transport		17 801			17 801
Autres immobilisations corporelles		136 606	8 131	10 140	134 597
Immobilisations financières		3 249			3 249
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>235 275</b>	<b>17 333</b>	<b>10 140</b>	<b>242 468</b>

		Montant des amortissements au début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant des amortissements au 31/12/2025
AMORTISSEMENTS					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		10 721			10 721
Terrains					
Constructions		9 649	7 133		16 781
Installations techniques, matériel outillage industriels					
Installations générales, agencements et divers		33 431			33 431
Matériel de transport		17 801			17 801
Autres immobilisations corporelles		112 260	12 052	10 140	114 171
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>183 861</b>	<b>19 184</b>	<b>10 140</b>	<b>192 905</b>

## Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	2 249	2 249	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	20 650	20 650	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 922	1 922	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 926	5 926	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	232 595	232 595	
	Charges constatées d'avance	15 458	15 458	
TOTAL DES CREANCES		278 800	278 800	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	78 187	78 187		
	Personnel et comptes rattachés	84 199	84 199		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	164 412	164 412		
	Impôts sur les bénéfices	2 119	2 119		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	5 332	5 332		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes				
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	20 490	20 490		
TOTAL DES DETTES		354 739	354 739		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					